

Al-watwan

“Aime la vérité, mais pardonne à l’erreur” . Voltaire

24e année. N°1272 du mercredi 11 mars 2009. Prix/Comores : 250 Fc ; Etranger : 1,5 Euro. Directeur de la publication : Djaé Ahamada

Journée de la femme : un appel à “briser le silence”

Le vice président de l’Union, Idi Nadhoim, a dénoncé la violence sous toutes ses formes : “les différentes formes d’agressions basées sur le genre sont couvertes de silence. Cette situation dramatique interpelle tout un chacun, famille, communauté, société civile et autorité pour enrayer ce fléau en brisant le tabou culturel et social au bénéfice de la justice”. Célébrer la femme “c’est parler de condition humaine, c’est dénoncer les attitudes et les silences convenus et entretenus pour étouffer une voix, écraser une personnalité et marginaliser une nature”. La célébration de la journée de la femme a été une occasion d’appeler toutes et tous à “Briser le silence” : “C’est le premier pas à faire pour lutter contre les maltraitances faites contre les jeunes filles”.



Lire page 4 et 5

Spectacle
Eliasse a mis
le feu à l’A f-c



La nouvelle étoile montante de la scène néo-traditionnelle comorienne a clôturé le samedi 7 mars dernier, par son concert, la semaine multiculturelle de Wasko Ink organisée en collaboration avec BillKiss à Paris et la compagnie O Mcezo.

Anniversaire de la naissance du prophète de l’Islam “Témoigner son amour envers l’être plus distingué”

Lundi soir, la date anniversaire du prophète Muhammad a été officiellement célébrée simultanément à Moroni, Mutsamudu et Fomboni, chefs lieu des îles autonomes de l’Union des Comores. Le président Sambi a participé à la cérémonie organisée à Mutsamudu. A Moroni, le cadî M. S. Athoumane a déclaré: “Nous sommes venus témoigner de notre amour envers le prophète” et que “les rassemblements pour fêter Muhammad ont pour objectifs d’attiser l’amour envers l’être plus distingué par le Créateur des mondes”.

Lire page 3



Le cadî Mohamed Said Athoumane

ENTREPRISES ET
ENTREPRENEURS



Après avoir été, pendant près de six ans, auditeur interne du Groupe Accord en France, Mohamed Maoulida, gérant de “Audit et Conseil international” (Aci) décide de s’installer au quartier Mtsangani, à Moroni où il démarre avec cinq agents.

Lire page 2

Politique nationale des Ntic 50 milliards de francs : Trop ambitieuse?

La politique nationale des Ntic a fait l’objet d’un atelier de trois jours à l’hôtel Itsandra ayant regroupé des techniciens de divers départements ministériels, mais aussi du secteur privé. Il s’agissait, précisément, de valider la politique sectorielle des Tic à partir du rapport que vient de produire M. Sheriff Adam, l’expert de la Commission de l’Océan Indien (Coi). Il se pose aujourd’hui le problème du financement de cette politique dont le coût est estimé à 75 millions de dollars pour la période 2009-2013.



Lire page 2

Union Européenne/ Comores
Deux conventions de “facilité de coopération technique” et “appui à la planification et à la coordination du développement”

La cérémonie de signature a été marquée par la présence de Moudjmal Mohamed Issa, coordinateur national de la Cellule d’Appui à l’ordonnateur National, de l’ambassadeur de France à Moroni, Luc Hallade, de la commissaire générale du plan, Sitti Soifiat Tadjidini, d’Opia Mensah, représentant du Programme des Nations unies pour le développement et de nombreux agents du ministère des Finances.

Lire page 5

Un Comorien de la diaspora s'installe à Moroni

Le cabinet d'expertise comptable, Audit et Conseil international, comme tout autre cabinet de mêmes missions, compte offrir ses services aux entreprises publiques comme privées, aux commerçants, aux artisans et autres clients potentiels. Son gérant, Mohamed Maoulida rappelle qu'un audit, en tant que tel, ne constitue pas une punition.

Revenir un jour au pays, où naquirent les ancêtres pour y investir. Tel est le rêve de beaucoup de Comoriens installés à l'étranger, notamment en France. Mohamed Maoulida en fait bien partie. Il pose ses valises, en ce début d'année, aux Comores pour entreprendre dans le secteur privé. Titulaire d'un Master en Hôtellerie internationale et d'un diplôme d'expert comptable, obtenu respectivement à Londres et à Paris, ce Comorien installé en Europe depuis 1981, a préféré transférer à Moroni une partie du savoir faire de son cabinet d'audit, situé au deuxième arrondissement de Paris. Cela après avoir été, pendant près de six ans, auditeur interne du Groupe Accord. Il installe désormais l'enseigne de son cabinet local "Audit et Conseil international" (Aci) au quartier Mtsangani, à Moroni.

La boîte ouvre ses portes vendredi prochain et compte, pour sa première année, recruter cinq agents. Le gérant du cabinet, conscient du besoin criant d'emplois dans le pays,

n'attend pas s'arrêter là, car son souci permanent a été de "retourner au pays pour y accompagner des initiatives locales de développement". Dans ce projet, Mohamed Maoulida s'est associé avec un Commissaire au compte "élu à l'Ordre des experts comptables et délégué départemental de la région parisienne" en France.

Dans la foulée, il projette d'ouvrir sur place, en septembre prochain et en collaboration avec l'Institut national des techniques économiques et comptables (Intec) de Paris, une école de formation d'experts comptables qui dispensera également, aux titulaires d'un baccalauréat+2, une formation continue les conduisant au master. Mohamed Maoulida précise que ces formations seront sanctionnées par des diplômes issus d'examens composés et corrigés par un jury de l'Intec.

Diagnostiquer et orienter

Le gérant de "Audit et Conseil international" fait la nuance entre une école privée classique et celle qu'il compte ouvrir et dont les étudiants seront appelés à contribuer. Loin de chercher à fonder une entreprise purement commerciale, les initiateurs du projet entendent ainsi contribuer au "renforcement des capacités" des cadres locaux : "Un titulaire d'un baccalauréat+2 peut, par

exemple, reprendre les études et obtenir un Bachelor (baccalauréat+3) et évoluer sans mal jusqu'au Master", explique M. Maoulida qui garantit que "d'autres projets seront concrétisés au fur et à mesure".

Le cabinet d'expertise comptable, Audit et Conseil international, comme tout autre cabinet de mêmes missions, compte offrir ses services aux entreprises publiques comme privées, aux commerçants, aux artisans et autres clients potentiels. Quant à l'impact d'un cabinet d'audit dans le pays, l'ancien auditeur d'Accord rassure que l'Audit, en tant

que tel, est loin de constituer une punition. "C'est plutôt, un moyen de faire un diagnostic pour avoir une idée de la santé de l'entreprise et l'orienter vers des solutions". Autrement dit, clarifier la situation de l'entreprise dans le milieu économique en définissant sa santé selon diverses séquences bilancielles.

Appel à des allègements

L'objectif de l'audit est donc, selon Mohamed Maoulida, "d'aider à donner une lisibilité des comptes de l'entreprise et mesurer sa capacité finan-

cière dans le temps". L'auditeur est, en quelque sorte, le médecin d'une entreprise, il diagnostique et propose le traitement à suivre, a souligné le gérant du nouveau cabinet Aci. Il fait des constats, a-t-il ajouté, et non de la répression qui relève de la compétence de la police ou brigade financière. L'expert comptable "met son savoir au service de l'entreprise pour la rentabiliser".

Par ailleurs, Mohamed Maoulida interpelle les pouvoirs publics pour qu'ils oeuvrent "pour un allègement des conditions d'entreprendre dans le pays afin d'inciter les membres de la diaspora à venir investir". Il estime que les longues et complexes procédures administratives constituent "autant de source de découragement des Comoriens de l'étranger animés, pourtant, d'une volonté réelle de retourner au pays avec des projets. "Moi qui a passé presque vingt huit ans hors des frontières, trouve très dissuasives ces procédures, alors n'en parlons pas des générations nées à l'étranger".

Pour ce faire, Maoulida plaide, avant tout, pour l'instauration d'un guichet unique aux créateurs potentiels d'entreprises, en faisant allusion à ce qui se passe en France où l'on fait les formalités sur Internet en un temps record contre quarante huit heures auparavant.

M. Soilihi Ahmed



Mohamed Maoulida
Moroni, via Londres et Paris

Quelle est la politique nationale en matière de Technologies de l'information et de la communication (Tic)? Cette question a fait l'objet d'un atelier de trois jours à l'hôtel Isandra ayant regroupé des techniciens de divers départements ministériels, mais aussi du secteur privé. Il s'agissait, précisément, de valider la politique sectorielle des Tic à partir du rapport que vient de produire M. Sheriff Adam, l'expert de la Commission de l'Océan Indien (Coi). Il se pose aujourd'hui le problème du financement de cette politique dont le coût est estimé à 75 millions de dollars pour la période 2009-2013.

Retenez ces sigles, ils seront au cœur de la politique gouvernementale en matière de Technologies de l'information et de la communication : "Infrastructure de l'utoroute de l'information des Comores" (Iadic) et "E-gouvernement". Ce sont les deux projets-phases de la stratégie des autorités comoriennes pour ancrer le pays dans les nouvelles mutations technologiques que connaît le monde.

L'Iadic se veut "une autoroute de l'information de large bande et de haut débit d'information et de communication". Il s'agit d'un ensemble

Technologies de l'information et de la communication (Tic) La politique est fin prête, reste le financement

de quatre autoroutes, dont l'origine est le GI. "C'est une nécessité absolue pour l'Union des Comores. Sa disponibilité, donc sa construction et sa mise en œuvre, doit être réalisée dans le plus bref délais pour permettre la partie de l'autoroute qui concerne les Comores d'être de la même capacité opérationnelle que celle des autres pays", estime Sheriff Adam, l'expert de la Commission de l'Océan indien (Coi). Et d'ajouter que "l'Iadic, comme réseau d'autoroute principale, est non seulement un vecteur de développement pour la société, l'enseignement et la recherche, mais agit effectivement comme facteur de production pour les différents secteurs économiques, dont les plus importants sont la mer, l'agriculture et l'agro-industrie, le tourisme et la finance".

L'E-gouvernement, quant à lui, est un réseau propre à l'Etat qui permet un meilleur traitement de l'information statistique, économique ou commerciale du pays. "Le réseau de l'E-gouvernement est un moyen à la disposition du gouvernement pour moderniser le flux d'information et de communication des institutions", a dit S. Adam.

Au-delà de ces deux paradigmes, la

politique nationale des Tic s'appuiera sur six autres leviers, notamment le développement de services nouveaux, la promotion d'activités industrielles virtuelles par l'externalisation, l'accès à l'éducation dans le domaine des Tic ou encore la gestion des ressources technologiques.

Cette politique nationale des Tic, jugée très ambitieuse par certains, devra coûter aux Comores la bagatelle de 75 millions de dollars, soit près

de 50 milliards de francs. Ce coût comprend la mise en place d'Eassy, ce réseau de câble sous-marin dirigé par le consortium East Africa Submarine Cable System qui offre "des solutions technologiques optiques avec des débits de 1,4 Téra par seconde".

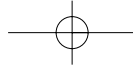
Les autorités comoriennes insistent sur un partenariat public/privé pour la mise en œuvre de la politique sectorielle des Tic et n'excluent pas, à

cette occasion, de demander l'apport des partenaires traditionnels des Comores. Il faut dire que la formulation de cette nouvelle politique sur les nouvelles technologie de l'information et de la communication aux Comores a bénéficié de l'appui de la Commission de l'Océan indien (Coi), convaincue que la promotion de ce secteur contribuera largement au développement de l'économie nationale.

Mohamed Inoussa



Près de 50 milliards de francs de coût : trop ambitieux?



Anniversaire de la naissance du prophète de l'Islam

“Témoigner son amour envers l'être plus distingué par le Créateur des mondes”

Lundi soir, la date anniversaire de prophète Muhammad a été officiellement célébrée simultanément à Moroni, Mutsamudu et Fomboni, chefs lieu des îles autonomes de l'Union des Comores. Au foyer des femmes à Moroni, le cadî Mohamed Saïd Athoumane a déclaré que la foule nombreuse était “venue témoigner de son amour envers le prophète” et a précisé que “les rassemblements pour fêter la naissance de Muhammad n'ont d'autres objectifs que d'attiser l'amour des fidèles envers l'être plus distingué par le Créateur des mondes”.

Une cérémonie à laquelle ont pris part également le chef de l'exécutif de l'île, des autorités et des dignitaires de Ndzuwani. L'événement avait autant mobilisé les autorités que la population de l'île de Mwali à Fomboni.

Ce pendant, la Place de l'indépendance à Moroni était inondée de monde pour la même occasion. Le

vice-président, Idi Nadhoim, a représenté le président de la République entouré de ministres du gouvernement central, d'élus, du mufti de la République, de plusieurs personnalités civiles, militaires et religieuses, et du corps diplomatique en poste à Moroni. On a noté, également, la présence du chef de l'exécutif de Ngazidja, Mohamed Abdouloihabi, de membres du gouvernement et du

parlement insulaires, de notables et cadres des administrations publiques. Une foule “venue témoigner son amour envers le prophète” comme l'a souligné, à cette occasion, cadî Mohamed Saïd Athoumane. Il précisera, dans son discours, que les rassemblements pour fêter la naissance de Muhammad n'ont d'autres objectifs que d'attiser l'amour des fidèles envers “l'être plus distingué par le

Créateur des mondes”. Cadî Mohamed Saïd Athoumane a évoqué la “grandeur du dernier prophète de Dieu, Muhammad, par rapport à tous ses prédécesseurs”. Il citera, entre autres, son “ascension au ciel pour rencontrer le maître de l'Univers”. En résumé, le waandhu de fundi Mohamed Saïd Athoumane montrait que Muhammad “fut et demeure un excellent modèle à suivre

re pour toute l'humanité”.

Un mot en langue française a été prononcé aussi, à cette occasion, par Mohamed Cheikh Charif Abdallah à l'attention des invités de nationalités étrangères présents à la cérémonie. Et c'est au maire de la capitale, Saïd Ahmed Saïd Ali, qu'est revenu l'honneur d'adresser les “vifs remerciements” des autorités fédérales et insulaires et des citoyens de sa commune à la population et personnalités venues honorer la célébration de la naissance du prophète de l'Islam.

A Ndzuwani, le président Ahmed Abdallah Sambi, à titre d'uléma, s'est étendu sur la vie et l'œuvre de Muhammad. Il a exhorté l'assistance à “saisir les leçons” que recèle la vie de cet homme “hors du commun dans l'Islam, le réformateur de l'humanité et maître du monde”. Dans la foulée, le président Sambi a entonné en chœurs avec l'assistance la récitation, en version *sharafal-anami*, des textes du livre biographique de la vie et de l'œuvre du prophète. Il est à souligner qu'à Ngazidja, c'est la version *Mawulid barzandji Nathar* qui est plus appréciée dans les cérémonies.

M. Soilihi Ahmed



A la grande mosquée de Mutsamudu

Union Européenne/Comores : Deux conventions de “facilité de coopération technique” et “appui à la planification et à la coordination du développement”

La cérémonie de signature a été marquée par la présence de Moudjmal Mohamed Issa, coordinateur national de la Cellule d'Appui à l'ordonnateur National, de l'ambassadeur de France à Moroni, Luc Hallade, de la commissaire générale du plan, Sitti Soifiat Tadjidini, d'Opia Mensah, représentant du Programme des Nations unies pour le développement et de nombreux cadres du ministère des Finances. Dans son allocution, Anna Constantini, a déclaré que la première convention “mettait à la disposition du gouvernement les fonds nécessaires pour préparer les projets futurs qui seront lancés d'ici 2013”.

Le samedi 7 mars, l'Union européenne et l'Union des Comores ont procédé à la signature de deux conventions de financement pour la mise en œuvre des deux premiers projets du dixième Fond européen de développement (Fed). La première convention, intitulée “facilité de coopération technique” est financée à hauteur de 738 millions de franc comoriens. La seconde convention dite “Appui à la planification et à la coordination du développement” est appuyée pour un montant d'un peu plus de 934 millions de francs comoriens.

La signature de ces deux conventions a été effectuée entre Mohamed Ali Soilihi, ministre des Finances, ordonnateur national du Fed et la représentante de l'ambassadrice, Claudia Wiedey, Anna

Constantini. La cérémonie de signature a été marquée par la présence de Moudjmal Mohamed Issa, coordinateur national de la Cellule d'Appui à l'ordonnateur National, de l'ambassadeur de France à Moroni, Luc Hallade, de la commissaire générale du plan, Sitti Soifiat Tadjidini, d'Opia Mensah, représentant du Programme des Nations unies pour le développement et de nombreux agents du ministère des Finances.

Dans son allocution, Anna Constantini, a déclaré que la première convention “mettait à la disposition du gouvernement les fonds nécessaires pour préparer les projets futurs qui seront lancés d'ici 2013”.

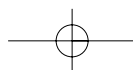
Ce premier projet se présente sous forme d'une réserve de fonds pour

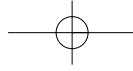
le financement des études techniques et d'analyses liées aux appuis ponctuels aux séminaires de formation et de sensibilisation aux audits et évaluation d'actions spécifiques identifiées. La deuxième convention marque la fin d'un processus qui, en effet, a démarré en 2005 à la suite de la conférence des donateurs à Maurice. A cette occasion, “l'Etat comorien a identifié le commissariat général au Plan

comme étant le maillon central qui pourrait assurer la coordination de l'aide sous la supervision de l'Etat”, a rappelé Anna Constantini dans son allocution. Ce projet vise à renforcer les capacités nationales en particulier les ressources humaines du commissariat général au Plan et des ministères. L'objectif de ce projet est la programmation, la mise en œuvre et le suivi de l'action de l'administration de notre pays.

Le renforcement de l'administration permettra au pays d'assurer efficacement la politique de développement à travers la mobilisation des ressources nationales ainsi que celles allouées dans le cadre la coopération bilatérale et multilatérale. Ces deux projets seront mis en œuvre pour une durée de soixante douze mois.

Mariata Moussa.





Journée de la femme : un appel à "briser le silence"

Célébrer la femme "c'est parler de condition humaine, c'est dénoncer les attitudes et les silences convenus et entretenus pour étouffer une voix, écraser une personnalité et marginaliser une

La journée internationale de la femme a été célébrée lundi 9 mars au foyer des femmes de Moroni en présence de nombreuses femmes. Au cours de la cérémonie des vidéos de témoignage, des sketches, des chansons et des poèmes dénonçant la violence à l'encontre des jeunes filles ont été présentés. Briser le silence est le premier pas à faire pour lutter contre les maltraitances faites contre les jeunes filles, entendait-on dire ici et là. Le thème retenu cette année au niveau international "Femmes et hommes unis pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles" est retranscrit, au niveau national par le mot d'ordre "Stop aux agressions des mineurs et aux violences faites aux femmes". Dans son mot de bienvenue, la directrice à la vice présidence chargée de la santé et de la promotion du genre, Halima Abdoulkarim, a témoigné l'intérêt de la lutte pour l'égalité des sexes et le combat contre la violence perpétrée aux femmes et aux jeunes filles. "Au-delà des actes de violence, la domination d'une personne envers une autre constitue une autre forme de violence", a-t-elle lancé avant de révéler que les cas enregistrés au tribunal de Moroni pour l'année 2008 dépassaient la centaine et que ce chiffre était en augmentation.

"Trop de crimes impunis"

Zainaba Ibrahim alias Mama Hayria a dénoncé les différentes formes de violences faites aux femmes et aux jeunes filles et a appelé la justice à avoir la main lourde contre les auteurs de ces crimes, pour faire respecter les droits de l'homme, conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme. Dans son message, le représentant résident du système des Nations unies aux Comores, Opia Mensah, a appelé qu'une campagne a été lancée appelant les peuples et les gouvernements du monde entier à s'unir

pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles et que cette campagne se poursuivra jusqu'en 2015, date butoir pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. Le diplomate onusien a parlé de lien entre la violence faite aux femmes et la propagation du VIH/sida : "Dans certains pays, pas moins d'une femme battue sur trois est contrainte à avoir des relations sexuelles ou est victime d'une autre forme de violence à un moment ou à un autre de sa vie". Opia Mensah déplore que "bien trop souvent, ces crimes demeurent impunis et leurs auteurs libres à un moment où aucun pays, aucune culture ni aucune femme, jeune ou âgée, n'est soit à l'abri de ce fléau".

"Des étapes ont été franchies, mais..."

Selon lui, à l'échelon local aussi, des hommes enseignent à d'autres hommes qu'il "existe une autre voie et que les 'vrais hommes' ne battent pas les femmes".

Au nom du président de Ngazidja, Ahamada Hamadi, directeur de cabinet, a déclaré que célébrer la femme "c'est parler de condition humaine, c'est dénoncer les attitudes et les silences convenus et entretenus pour étouffer une voix, écraser une personnalité et marginaliser une nature".

Pour sa part, le vice président de l'Union, Idi Nadhoim, qui parlait au nom de son collègue, Ikililou en charge de la Santé et de la Promotion du genre, a dénoncé la violence sous toutes ses formes, tout en déplorant les actes révélés dans notre pays et perpétrés aux femmes et aux enfants sans distinction de sexe et quelque soient les milieux sociaux : "Les différentes formes d'agressions basées sur le genre sont couvertes de silence. Cette situation dramatique interpelle tout un chacun, famille, communauté, société civile et autorité pour

enrayer ce fléau en brisant le tabou culturel et social au bénéfice de la justice".

Selon le vice président, "certains progrès" ont été enregistrés au cours de ces dernières années à l'issue des efforts déployés dans la lutte contre ce fléau. Parmi eux, figurent la ratification de la convention contre toutes les formes de discrimination à l'endroit des femmes et celle relative aux droits de l'enfant, la mise en place, en partenariat avec l'Unicef, des cellules d'écoute pour les enfants victimes de violence et le

code de la famille en vigueur qui vise le respect de la culture et des traditions ainsi que l'équité et la stabilité dans la cellule familiale. "Nous sommes convaincus que des

étapes ont été franchies, même si nous savons qu'il reste beaucoup à faire", a conclu Idi Nadhoim.

Abouhariat Said Abdallah



Une marche pour mobiliser
(En haut) Le théâtre pour prendre conscience



VOYAGEZ AVEC
COMORES AVIATION INTERNATIONAL

Avec un nouvel avion de 94 places de type BAE 146-200.
Comores Aviation International, vous réserve un accueil chaleureux sur ses destinations.

Nouveaux Tarifs

Moroni-Anjouan
Aller/Simple: 31 500 fc
Aller/ Retour: 51 250 fc

Moroni-Maurice
A partir de: 319 000 fc

Trouvez votre Agence au Boulevard de la Corniche Ex Super-Eco
BP: 5274 Moroni-Union des Comores
Tél: 773 34 00 OU 773 32 38 Fax/ 773 34 01
E-mail: resayva@comoresaviation.com
Site Web: www.comoresaviation.com

Coupon d'abonnement

du Quotidien Al-Watwan
A retourner à Al-Watwan B.P. 984 - Moroni
Union des Comores
E mail alwatwan@comorestelecom.km

Nom :

Prenom :

Profession :

Adresse :

Comores

60 parutions : 15 000 fc

120 parutions : 30 000 fc

240 parutions : 60 000 fc

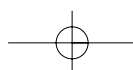
étranger

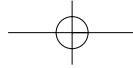
60 parutions : 60 euros

120 parutions : 120 Euros

240 parutions : 240 Euros

Libellez chèque ou mandat au nom d'al-watwan
compte bancaire : bcc N°TR8009 Moroni





Grande mobilisation dans le Djando à Mwali

Pour la première fois depuis longtemps, les activités étaient étalées sur plusieurs jours et éclatées dans plusieurs régions. Dans ce même esprit, le village de Wanani, chef lieu de la région agricole de Djandro a été choisi pour abriter la cérémonie officielle.

A cette occasion, Nazlati Hamadi a, au nom des associations militant pour la cause féminine, exhorté ses camarades femmes de s'unir pour "faire tomber certains bastions du machisme, comme les postes de prise de décisions devenus par la force des choses un monopole masculin". L'oratrice a terminé son allocution en émettant le souhait de voir le prochain locataire de Beit Salam être "une" Mohélienne.

La célébration à Mwali de la journée mondiale de la femme, a donné lieu à plusieurs manifestations. L'originalité est due à son étalement sur plusieurs jours et l'éclatement des activités dans plusieurs régions de l'île contrairement aux années précédentes où elles étaient toutes concentrées à Fomboni, la capitale. Pour Hidayat Salime Madi, la directrice générale de la Promotion du genre, le 8 mars est, chaque année, une occasion unique de faire une sensibilisation en faveur de la femme.

Il faut être dorénavant plus présente dans le milieu rural. C'est dans cet esprit que le village de Wanani, chef lieu de la région agricole de Djandro a été choisi pour abriter la cérémonie officielle dans l'après midi du dimanche. Celle-ci s'est déroulée en présen-

ce de l'épouse du président Mohamed Ali Said, Djazimati, originaire de la région, de plusieurs autorités politiques, coutumières et religieuses, ainsi que d'une foule nombreuse et endimanchée pour l'occasion.

Contre le monopole masculin

Plusieurs banderoles étaient placées dans les endroits stratégiques du village et aux alentours de la place publique où était à l'occasion dressée une estrade. Le beau temps était aussi au rendez-vous alors que toute la matinée jusqu'en début d'après midi il a tombé des cordes sur la région de Djandro. Nazlati Hamadi au nom des associations militant pour la cause féminine a été la première à y accéder pour, tout d'abord, tracer un tableau de la situation de la femme comorienne

en 2009, une femme qui, "grâce à des luttes incessantes a conquis de nombreux espaces pour son épanouissement et sa dignité à l'exemple du code de la famille". Elle a exhorté ses camarades femmes unies de "faire tomber certains bastions du machisme, comme les postes de prise de décisions devenus par la force des choses un monopole masculin". L'oratrice a terminé son allocution en émettant le souhait de voir le prochain locataire de Beit Salam être une "Mohélienne".

Après un shahinri lu par une femme du cru et un sketch joué par une troupe locale à propos de diverses formes de violence exercées à l'endroit de la fille, le ministre Darrouse Bacar représentant ses collègues Milissane Hamdia et Bouchraï Abdoulhalime empêchés, a pris la parole pour exprimer "la volonté des autorités publiques" dont son

gouvernement pour faire avancer la cause féminine, une cause qui selon le ministre de l'intérieur "ne peut qu'aboutir car elle est juste".

Il a affirmé que son gouvernement pèsera de tout son poids pour faire évoluer positivement et dans des délais raisonnables un certain nombre de dossiers à commencer par l'application du code de la famille.

Duress réalités

Dans la soirée, la troupe du Réseau Jeunes de l'Ascobef avait attiré la grande foule à la place de l'indépendance de Fomboni avec une pièce théâtrale qui encore une fois avait comme thème la violence basée sur le genre.

Les acteurs ont su captiver pendant plus d'une heure l'attention de l'assis-

tance grâce à un scénario montrant certaines réalités hélas quotidiennes, et un jeu de scène fort louable pour une troupe amateur. Deux conférences débats le jeudi 5 et 7 respectivement à Fomboni et Nioumachioi ont été organisées sur ce même thème.

Les débats d'un niveau somme toute élevé et qui ont été enrichis par de nombreux témoignages qui souvent montraient l'existence dans notre pays du phénomène de la violence exercée sur la fille et la femme tout en déplorant une justice qui par ses incohérences décourage plus d'un à y recourir. De l'avis de beaucoup, la célébration de la journée mondiale de la femme, version 2009, fut une très bonne cuvée et, selon Hidayat, "les objectifs fixés ont été atteints".

Riziki Nassur

Quelques chiffres sur la condition de la femme dans le monde

La marche vers un monde moins hostile à l'autre sexe, dans lequel hommes et femmes n'auraient de différence que dans leur aspect extérieur, se poursuit certes, mais le chemin à parcourir reste encore long. Les chiffres, tant sur le plan de l'insertion dans la sphère des décisions que sur celui de son propre épanouissement, sont révélateurs d'un état de lieu alarmant.

D'après le constat du Fonds de développement des Nations unies pour la femme (Unifem), les femmes assurent les deux tiers des heures de travail dans le monde. En contrepartie, elles n'en perçoivent qu'un dixième des revenus. Cela ne signifie pas, cependant, que les femmes occupent plus de postes de travail rémunérateurs que les hommes, loin de là. Le Conseil économique et social des Nations unies évalue la présence moyenne des femmes sur le marché du travail à l'échelle mondiale à 67 femmes pour 100 hommes

en 2007. Paradoxe. L'explication vient notamment du fait que le travail des femmes serait le plus souvent moins bien rémunéré que celui des hommes, avec 21 % d'écart de salaire moyen entre hommes et femmes dans le monde. Fait marquant, le phénomène s'observe lourdement dans les pays avancés. En France, par exemple, cet écart est de 27%. La présence limitée des femmes dans le monde de l'emploi ne relève pourtant pas de leur quota dans la population globale de la planète : contrairement à ce que l'on croie, sur 1000 personnes, il y aurait 503

hommes contre 497 femmes sur la planète, d'après l'Institut français d'études démographiques. Par ailleurs et selon l'Unesco deux tiers des 875 millions de cas d'analphabétisme chez les adultes dans le monde concernent aujourd'hui des femmes. Jusque-là, il ne s'agit que de quelques données mettant en relief les obstacles à une pleine intégration de la femme dans la dynamique socio-économique mondiale. Mais, au quotidien, la femme est confrontée à un autre déficit majeur : celui de sa propre survie!

Car il faut savoir que dans certaines régions de la planète, des pratiques ultra discriminatoires, dignes du Moyen âge, ont encore cours. Ainsi, aux Etats-Unis, pays le plus avancé du monde, une femme serait battue toutes les quinze secondes par son partenaire. A l'échelle planétaire,

c'est près de un tiers des femmes qui sont battues, contraintes à des rapports sexuels ou maltraitées de quelque autre manière, le plus souvent par une personne de leur connaissance.

Impact économique

Cette violence n'épargne pas les femmes enceintes, dont un quart subirait des maltraitances de la part du conjoint. Or violence conjugale ajoutée à la pauvreté constitue le plus souvent un facteur de dislocation des foyers. Une des conséquences, c'est 2 millions de filles âgées de 5 à 15 ans qui se trouvent chaque année dans la rue, livrées à la prostitution.

Il faut se rendre compte que ce ne sont pas des chiffres anodins, comme le perçoivent les plus naïfs des hommes. Il est clairement établi qu'aux Etats-Unis, l'impact de la violence à l'égard des femmes sur l'économie s'élève à 4 milliards de

dollars par an. Pourtant, si les pays du monde cessaient de maltraiter les femmes, s'ils continuaient à agir pour la parité entre les deux sexes, cela aurait un impact très positif sur l'économie mondiale. L'Unifem estime qu'une augmentation de 1% de la scolarisation secondaire des filles se traduirait par une augmentation de 0,3% de la croissance économique. Le cas inverse, qui est observé actuellement, contribue énormément au sous-développement. L'Unifem rapporte en effet qu'en Afrique, le temps passé au cours d'une année par les femmes du sous-continent subsaharien pour chercher de l'eau serait l'équivalent d'une année entière de travail de la population active française. Un important manque à gagner pour l'économie du continent. Or cette situation participe essentiellement de la discrimination sexuelle, qui veut que la femme soit bonne pour la corvée, et l'homme pour le gain.

Sardou Moussa



Une augmentation de 1% de la scolarisation secondaire des filles équivaldrait à 0,3% de plus de la croissance économique

Coupon d'abonnement

du Quotidien Al-Watwan
A retourner à Al-Watwan B.P. 984 - Moroni
Union des Comores
E mail alwatwan@comorestelecom.km

Nom :

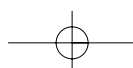
Prenom :

Profession :

Adresse :

Comores	étranger
60 parutions : 15 000 fc	60 parutions : 60 euros
120 parutions : 30 000 fc	120 parutions : 120 euros
240 parutions : 60 000 fc	240 parutions : 240 Euros

Libellez chèque ou mandat au nom d'al-watwan



SOCIÉTÉ

Le public a apprécié et l'a fait savoir et l'artiste s'est réjoui : "Le public ne s'est pas contenté d'assister seulement au spectacle, il y a pris part, nous a encouragés pleinement par des applaudissements et a conclu la soirée en dansant avec nous". Cela semble avoir donné des idées au groupe à qui il est venu comme une envie de programmer une autre tournée dans les autres îles de l'archipel.

Eliasse a fait vibrer toute une salle pleine à craquer à l'alliance franco-comorienne de Moroni, lors de son premier concert produit sur ses terres natales. Le groupe "Eliasse", conduit par son artiste vedette, a fasciné un public attentif aux sonorités mais aussi aux messages. La grande salle de spectacle de l'alliance française a semblé se fondre d'un bout à l'autre pendant qu'il interprétait *Karina haya* (on n'a pas honte), un des meilleurs morceaux de son premier opus *Marahaba*.

Eliasse est un artiste de talent à la voix de velours. Dans ses compositions, il ose s'aventurer, mais avec assurance, en chantant les grands classiques du répertoire afro-comorien. En 2006, Eliasse crée son propre groupe avec lequel il a déjà assuré quelques belles premières parties à Mayotte à Mathieu Boogaerts et à La Rue Ketanou.

"La musique de qualité est intemporelle"

De l'Océan indien, à la Réunion, à Rotterdam et Amsterdam aux Pays-Bas au Roots festival et au Dunya Festival, en passant par le New Morning à Paris, en France, Eliasse interprète avec fierté et amour la musique traditionnelle comorienne, mélangée à des sons d'ailleurs. Eliasse s'est produit pendant plus d'une heure accompagné par ses musiciens talentueux dont le percussionniste choriste Abdallah Halifa, Céline Le Flème au chœur et le bassiste chanteur Pierre-Emmanuel Fleury alias Manu. "Ce mélange d'identité explique beaucoup de choses dans le groupe. Nous puisons notre

Consulter notre site
www.alwatwan.net

Spectacle : Eliasse chante, le public chavire

sonorité dans nos différentes cultures", a défini l'artiste.

Côté texte, les oeuvres du groupe "dénoncent les maladrances des hommes politiques, parlent de l'amour et de la nécessité de protéger l'environnement". Et si les textes reviennent sur des thèmes qui peuvent paraître d'époque, c'est parce que "les mêmes erreurs se reproduisent toujours", s'en défend-t-il.

En matière de composition, il soutient que la "musique de qualité est intemporelle". C'est pourquoi il œuvre pour faire redécouvrir aux jeunes générations et aux autorités culturelles du pays les "valeurs puisées au fin fond de la musique traditionnelle des Comores".

Le public a apprécié, l'artiste s'est réjoui

Il réadapte ses chansons, sur une note classique accompagnée d'une guitare basse dans une ambiance de folk oriental ou même sur des airs occidentaux avec les instruments à percussion.

"J'ai opté pour une des sonorités qui font que ma musique reste éternelle et à la portée de tous à chaque

instant", a affirmé l'artiste peu avant de monter sur scène d'où Eliasse et son groupe ont proposé une musique accrochante et limpide évoluant entre divertissement et rythmes soutenus. C'est un métissage de rythmes traditionnels ternaires (mgodro, twarabu et shigoma) et des musiques occidentales modernes (jazz, funk, rock et blues).

Le public a apprécié et l'a fait voir ;

l'artiste s'est réjoui : "Le public ne s'est pas contenté d'assister seulement au spectacle, il y a pris part, nous a encouragés pleinement par des applaudissements et a conclu la soirée en dansant avec nous". Et cela semble avoir donné des idées au groupe à qui il est venu comme une envie de programmer une autre tournée dans les autres îles de l'archipel. Après qu'il aura bouclé

celle, prévue de longue date, des pays du soud-ouest de l'Océan indien

Selon son agenda, Eliasse sera produit, le 20 mars au 5/5 de Mayotte avant de continuer son programme, le 27 mars prochain au Donia de Nossy Bé Festival, à Madagascar.

Elie-Dine Djouma



Eliasse et Abdallah sont révenus au pays. Avec Céline et Pierre-Emmanuel ils ont mis le feu samedi à l'AF-c

Santé : Une association contre le cancer est née

Un médecin comorien a indiqué avoir eu à faire à cent cas touchant tous les types de cancers dans sa clinique.

Une conférence de presse a eu lieu le mercredi 4 mars pour marquer la naissance de l'Union comorienne contre le cancer (Uccc). Cette association a vu le jour pour "faire face au désarroi et à l'impuissance des médecins devant la recrudescence des cas de cancer diagnostiqués dans notre pays".

Sept médecins se sont réunis en novembre de l'année dernière pour mettre en place le conseil scientifique et médical de cette association. Ce conseil est composé d'agents du corps médical et de techniciens de différentes spécialisations. Des personnes non médecins d'horizons différents ont adhéré à cette association. Il s'agit de Saïd Bourhane, Mohamed Keldi et Mohamed Saïd Abdallah Mchangama qui préside aux destinées de la nouvelle association. Mchangama dit s'être engagé dans cette association parce que "c'est la première fois que les professionnels comoriens ont décidé de travailler ensemble dans leur domaine en dehors des programmes décidés et conçus à l'extérieur comme le projet Sida ou autre".

Le cancer est actuellement une des principales raisons de mortalité dans le monde. Le médecin comorien, Ada, estime avoir eu à faire à cent cas touchant tous les types de cancers dans sa clinique. Il précise : "J'ai rencontré quinze cas de prostate chez

les hommes, quinze cas de cancer de sein, treize cas de cancer du col de l'utérus et onze cas de cancer de l'utérus chez les femmes. Il y a d'autres cas comme celui du cancer du tube digestif, de l'estomac, des poumons, etc."

Intense recherche de partenariats

Le traitement du cancer dans notre pays est aléatoire. Les centres hospitaliers du pays ne sont pas encore familiarisés avec des méthodes d'accompagnement du malade dans la douleur. Pour y remédier, l'association se donne pour mission "dans l'immédiat de trouver des moyens d'atténuer la douleur par l'utilisa-

tion du sirop de morphine prescrit aux patients mais aussi d'entreprendre une cartographie rétrospective pour avoir une idée des types de précaution et de sensibilisation par rapport à cette maladie", a déclaré Mohamed Saïd A. Mchangama.

Le pays manque aussi de moyens de déceler à temps la maladie. C'est pourquoi, "la formation d'un médecin et l'équipement d'outils pour lire cette maladie est impératif". La création de cette association facilitera le soutien des groupes et associations étrangers disposées à nous aider dans la lutte contre le cancer. D'ailleurs, la Fondation belge contre le cancer "s'est déclarée disposée à partager leurs connaissances avec les médecins comoriens", selon toujours des

membres de la nouvelle association. De même, "Nous avons aussi sollicité l'aide de l'Alliance mondiale contre le cancer (Amcc) et la Ligue française contre le cancer". Cette dernière se serait engagé à aider à former les médecins.

Le cancer est une maladie à évolution lente et invisible. Les signes de cette maladie se présentent souvent tardivement, selon le docteur Daolio qui préconise pour ce faire, qu'une campagne de sensibilisation sur cette maladie soit lancée. "La femme, par exemple, doit apprendre à se palper la poitrine pour estimer sa situation et de procéder à un dépistage s'il y a anomalie". En effet, les praticiens ont constaté que, dans la plupart des cas, les malades se rendent à l'hôpital tardivement.

Il y a plusieurs cas de cancer, le cancer du poumon qui atteint les fumeurs et les personnes qui sont exposées à la fumée de cigarettes. Le cancer du col de l'utérus, de l'utérus et des seins qui concerne les femmes de vingt à soixante-cinq ans et d'autres types de cancer qu'on peut prévenir.

"Il faut que les pouvoirs publics s'impliquent dans cette lutte. Le problème du cancer est un problème de santé publique et les pouvoirs publics doivent faire quelque chose pour éradiquer ce fléau", a estimé le docteur Ada.

Mariata Moussa



Le traitement du cancer aux Comores encore est aléatoire